



KABUNDI WALESA, UN PASTEUR QUI SCANDALISE

PAGE 9



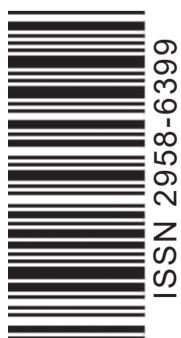
LE PATRONAT RUINÉ À BUKAVU, LE FRANC DÉMONÉTISÉ

PAGE 2



BUKANGA-LONZO :

LA FATIDIQUE BATAILLE DU TRIO P.4



Le veto de la société civile togolaise au choix de Gnassingbé

PAGE 5



BI-HEBDOMADAIRE
D'INFORMATIONS
GÉNÉRALES

Avenue Tombalbaye n°51,
Immeuble Masamba, local 80,
Gombe-Kinshasa

Courriel
ouraganfm1@gmail.com,
jricumande@gmail.com

Site web : www.ouragan.cd
Numéro Impôt: A1804527R
Id. Nat: 01-173-N-299119C
RCCN: 18-B-00-283
ISSN: 2958-6380 / 2958-6399

Compte bancaire
05100051010105248020270

Fondateur
JEANRIC UMANDE

Directeur Général
JEANRIC UMANDE
+243 993171277

Directeur de Publication
ALEXIS EMBA
+243 901920146

Rédacteur en Chef
PATRICK MPUU
+243 825353638

Rédacteur Adjoint /
Rubrique culture
St HERVE M'BUY
+243 815876256

Chef rubrique Economie
GABY KUBA
+243 810058951

Secrétaires de Rédaction
RICHARD NTUMBA, LANDRY AMISI
& KOKOLO JEAN

Rédaction Générale
ATHANASE MWENGE, GRADY MUGISHO
DAN KALALA, RICHARD NTUMBA,

Correspondants
FAUSTIN KUMBI (Tshikapa),
JONATHAN KALIKO (Beni),
KADHAFI NTIKALA (Mbandaka),
FIDEL AMACHO (Kisangani),
MARTIN TSHIMANGA (M'BUYI-mayi)
ISAAC KOMBOLI (Gbadolite),

Maquette & Mise en page
SISQO NDOMBE A.

Pao & Webmastering
BECKEN KASONGO
Designer / Photographie
PAPY BAMBOLE
& YOUSSEF BRANH

Messagerie & Production
Jean-Claude KAMBA

Commercial
ERIC KALEMBA
0819579205

Le patronat ruiné à Bukavu, le franc démonétisé



La Bralima à Bukavu vandalisée par les éléments de l'AFC-M23. #Photo Droits tiers

Des voix s'élèvent au sein de la Fédération des entreprises du Congo- section de Bukavu, pour désapprouver la décision de l'AFC/M23 imposée à l'antenne de la DGDA (passée sous contrôle rebelle) de ne plus accepter le franc congolais dans les opérations d'importation. «À la frontière, tous les paiements se font exclusivement en dollars américains», confie un opérateur économique contacté par radio Maendeleo.

Face à la démonétisation de facto de la monnaie nationale par les «libérateurs», les banques étant fermées, les importateurs se sont résolus soit d'acheter la devise américaine à prix d'or, par endroits 100 dollars à 400 000 FC!, soit de trouver un influent intermédiaire rwandais devant qui la douane rebelle courbe l'échine. La fameuse armée de libération, l'AFC/M23, se révèle, dans ses agissements, plutôt comme une armée d'occupation sauvagement agressive.

À Bukavu, capitale provinciale du Sud-Kivu, les entrepreneurs qui ont choisi de rester et de poursuivre leurs affaires, l'ont appris à leurs dépens. Véhicules et divers biens dont des stocks de produits miniers saisis et emportés au grand jour à Kigali, immeubles ravés et occupés par des civils et militaires qui «se savent Rwandais. À Goma ou Bukavu, une très large frange

de l'opinion le condamne mais en silence. La FEC locale n'en peut plus. Le patronat a, mi-avril 2025, expédié un mémo des doléances à Corneille Naanga. Hélas, l'ancien président de la CENI, coordonnateur du mouvement rebelle catégorisé terroriste par Kinshasa. Il avait pourtant promis, lors de l'audience accordée au syndicat patronal, en fait ce qu'il en reste à Bukavu, de réserver une suite favorable», selon un membre de la FEC présent. Aucune doléance des entrepreneurs congolais n'a été prise en compte, explique la même source.

L'AFC/M23 a pour mission de protéger les opérateurs économiques et décourager le pillage selon la charte constitutive du mouvement, a précisé Corneille Naanga, cité par notre source. Le chef rebelle a dit, par ailleurs, vouloir «charger le gouverneur du Sud-Kivu nommé par le mouvement rebelle soutenu par Kigali, Emmanuel Birato,

d'entrer en contact avec tous les opérateurs économiques frappés par des situations évoquées pour une éventuelle réparation», a encore ajouté le délégué de la FEC. Force est de constater que rien n'est fait. Silence radio.

Dans son mémo, la FEC déplore des actes de pillages et de sabotage ciblés dont plusieurs opérateurs économiques ont été victimes dans la ville de Bukavu. Le patronat local met en exergue le cas de la Bralima sauvagement vandalisée, comme si les soldats de l'AFC/M23 identifiés comme à l'origine du saccage, avaient derrière la tête l'idée de contraindre la brasserie congolaise à fermer au profit de la concurrence et de l'importation. Fin 2024, de l'autre côté du lac Kivu, à Rubavu, Bralirwa a dû procéder à des réajustements de prix pour contrer l'inflation galopante au Rwanda, une des conséquences immédiates des mesures drastiques prises par le gouvernement militaire du Nord-Kivu. Autres sociétés pillées, Datco, Coopérative du Kivu (SOCOOKI-CA), etc., DRC Gold Trading SA dont le bâtiment administratif appartenant à un particulier, est actuellement occupé par les troupes de l'AFC/M23. La FEC a beau expliquer que DRC Gold Trading avait pris l'immeuble en location, mais des soldats rwandais s'en foutent éperdument. DRC Gold Trading étant une entreprise du portefeuille de l'État, elle ne peut que continuer à collaborer avec Kinshasa.

- SPOLIÉ POUR PRÉSUMPTION D'APPARTENANCE À L'UDPS-

Le DG de DRC Gold Trading SA, Joseph Kazibaziba, a vu ses propres biens personnels confisqués sinon pillés et vandalisés. Soupçonné d'intelligence présumée avec le régime Tshisekedi, sa société CJX Minerals a totalement été dépouillée par des hommes lourdement armés. Tous les stocks des minerais appartenant à CJX ont été emportés, précise le mémo du patronat local. L'immeuble de la société est actuellement occupé par les éléments de l'AFC/M23.

Kazibaziba est, il sied de le rappeler, vice-président national de la FEC. La spoliation de ses biens immobiliers s'est étendue même dans la périphérie de Bukavu. Des éléments de l'AFC/M23 ont, en effet, transformé en casernes ses biens immobiliers à Kavumu, dans le territoire de Kabare et à Muhumba, dans la commune d'Ibanda. Benjamin Bisimwa Cibaye, assistant principal de Kazibaziba, soutient, dans la presse locale, que le concerné n'a jamais été un acteur politique et ses biens n'ont pas été acquis au nom de l'État. Et que M. Kazibaziba n'est sous le coup d'une poursuite judiciaire pour se voir déposséder de ses biens. Hélas. Aucune réaction de nouveaux maîtres.

POLD LEVI

SCANNEZ

L'info en continu sur
Ouragan.cd



Encore des tonnes de minerais pillées par le Rwanda

Des tonnes de minerais ont été pillées à Goma et Bukavu. Des terres spoliées, des maisons détruites, des familles anéanties. Kigali est pointé du doigt comme commanditaire. Le gouvernement congolais, consterné, affirme, dans un récent rapport, continuer à collecter les preuves de ces crimes pour que justice soit rendue.

Le drame s'inscrit dans une continuité glaçante. Entre les 17 et 27 mars, 73 personnes avaient déjà été tuées. A ce tableau sombre s'ajoutaient plusieurs disparitions forcées ainsi que des viols et enrôlements forcés de jeunes, y compris des enfants.

Le ministère de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires

coutumières assure donc poursuivre à documenter toutes les violations graves perpétrées par les forces de défense du Rwanda et ses supplétifs afin que justice soit rendue.

Au total donc, 297 cas d'assassinats et d'exécutions sommaires, 72 cas de viols sur les femmes et mineurs, des centaines de disparus, plus de 148 cas de tortures corporelles ainsi que plusieurs cas de pillages. La partie orientale du Congo-Kinshasa continue de sombrer dans

un climat de violence sans précédent. Les populations vivant dans les villes et zones sous contrôle illégal des rebelles appuyés par les troupes rwandaises sont confrontées à toutes sortes d'atrocités.

-AVRIL ENSANGLANTÉ-

Le rapport du gouvernement congolais est accablant. Après un mois de mars ensanglanté, celui d'avril ne fait pas exception. Le sang a encore coulé. Le ministère de l'intérieur et sécurité a dénombré plusieurs cas de tueries, séquestration et pillages allant du 5 au 12 avril dans les villes de Goma, Bukavu et ses environs. Selon le ministre Jacquemin Shabani qui alerte la communauté internationale sur ces crimes odieux, la coalition M23-RDF a, lors d'une incursion meurtrière dans la nuit du 11 au 12 avril, exécuté 52 civils par balles, dont un malade sur son lit à l'hôpital de Kyeshero.

D'après le membre de l'exécutif, aux côtés des assassinats s'ajoutent les pillages et confiscation des biens de populations. A Walikale, Kibua, Kibati, Kashebere, Ruvungi et Lubonga par exemple, des structures sanitaires ont été vandalisées par les forces rebelles. Plus de 2 000 vaches et des véhicules emportés.

-DES MASSACRES EN GESTATION-

Jacquemin Shabani a encore prévenu la nation et la communauté internationale

sur la planification d'autres massacres et assassinats ciblés contre les populations civiles par des rebelles de l'AFC/M23 soutenus par l'armée rwandaise. « À travers des tueries de civils, l'armée rwandaise et ses supplétifs tentent désespérément de faire chanter les forces armées de la République démocratique du Congo. Les faits cités ci-dessus, qui s'ajoutent à ceux précédemment dénoncés, constituent une violation flagrante des instruments internationaux, notamment la Charte des Nations unies, l'Acte constitutif de l'Union africaine ainsi que la résolution 2773 du Conseil de sécurité de l'ONU », détaille le document signé par le numéro un de l'Intérieur.

-ADMINISTRATION ILLÉGALE-

Kinshasa accuse la rébellion de persister dans la mise en place d'une administration parallèle avec la nomination des bourgmestres au Sud-Kivu et l'ouverture d'une CADECO. Le gouvernement souligne que les différents braquages, pillages, vols et rafles opérés par l'armée rwandaise et ses supplétifs du M23-AFC sur les populations et les institutions financières dans les zones occupées, constituent un mécanisme de financement de la guerre par Kigali, qui éprouve, à ce jour, d'énormes difficultés pour prendre en charge ses militaires et supplétifs illégalement déployés sur le territoire congolais.

RICH NTUMBA



La coalition RDF-AFC-M23 poursuit des massacres et pillages des populations civiles dans les provinces du Nord et Sud-Kivu. #Photo Droits tiers.

BUKANGA-LONZO

La fatidique bataille du trio



Augustin Matata Ponyo, ancien Premier ministre, Deogratias Mutombo, ancien gouverneur de la Banque centrale du Congo et Golbe

Matata Ponyo et son conseil, le prof Nyabirungu en tête, ont déployé toute une armada d'objections pour que le procès Bukanga-Lonzo tourne court, car pour les avocats de Matata, la Cour constitutionnelle devrait se déclarer incompétente et déclarer, par conséquent, l'action entreprise par le ministère public irrecevable. La défense estime qu'il verse dans une démarche plutôt politique que juridique.

Bernique. Le procès Bukanga-Lonzo aura bel et bien lieu, ont décidé les juges au terme d'un délibéré laborieux. L'ex-Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, l'ancien gouverneur de la Banque centrale, Deogratias Mutombo Mwana Nyembo et l'homme d'affaires sud-africain Grobler vont devoir prouver leur innocence face aux évidences collectées par les limiers de l'IGF sur les dépenses effectuées pour l'érection du parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo qui n'était plus qu'un vestige à l'abandon quand l'ancien

chef du gouvernement, Sylvestre Ilunga Ilunkamba l'a visité en 2019. Ce, après que Matata Ponyo, devenu sénateur, s'est livré à un one-man-show du haut de la chaire de la Chambre haute comme pour démontrer qu'il était l'homme de la situation pour gérer la primature. L'homme à la cravate rouge et son conseil ont étalé 44 violations de la Constitution autant par le procureur général près de la haute Cour que la Cour constitutionnelle elle-même. Matata a même soutenu que le PG Mukolo a fait amende honorable auprès de deux présidents de deux Chambres du Parlement pour son entreprise visant à obtenir le procès de Matata. «Le procureur m'a demandé pardon. Il m'a dit que sa conscience était chargée», a renchéri l'ex-PM qui soutient avoir refusé d'aller en exil.

S'adressant au président de la haute cour, il déclare, «je fais confiance en vous», lui rappelant qu'il est pasteur, homme de Dieu. L'affaire Bukanga-Lonzo a été renvoyée au 23 avril prochain pour instruction. Cette décision permet aux parties prenantes de préparer leurs arguments et de poursuivre l'examen de l'affaire devant la Cour constitutionnelle qui a rejeté la demande de l'ancien Premier ministre Matata Ponyo de se déclarer incompétente et de décréter l'irrecevabilité de l'action du ministère public. L'affaire implique Matata Ponyo, accusé de détournement

présupposé de fonds publics dans le cadre du projet agro-industriel de Bukanga-Lonzo.

- ACHARNEMENT POLITIQUE ASSUMÉ -

L'ancien chef du gouvernement sous Kabila reste convaincu que ses ennemis ont commencé lorsqu'il a refusé de rejoindre l'Union sacrée, la plateforme politique du président de la République, Tshisekedi. Puis, le dossier a refait surface au moment de la création de son parti, le Leadership et gouvernance pour le développement (LGD). Enfin, a-t-il conclu, il a été relancé pour l'empêcher de se présenter à la présidentielle de décembre 2023. La réactivation de ce dossier judiciaire serait, selon Matata, une pression directe pour le contraindre à adopter une posture favorable au pouvoir en place.

-VRAI FEUILLETON JUDICIAIRE-

Ce dossier judiciaire, faut-il le souligner, a connu de nombreux rebondissements. Par un arrêt du 15 novembre 2021, la haute Cour s'était déclarée incompétente pour juger un ancien chef du gouvernement dans l'affaire des fonds alloués à la gestion du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo. Par la suite, la Cour de cassation s'est saisie du dossier avant de se déclarer, elle aussi, incompétente. En juillet 2023, le procureur général près la Cour constitutionnelle a rouvert l'affaire et lancé un nouveau mandat. Mais à l'époque, le procès avait été reporté en raison des élections.

POPOL RABUNI

« Pacte » de Carbone Beni exige la refonte du système politique

Longtemps évoqué, peaufiné en coulisses, le projet a enfin vu le jour. Le défenseur des droits de l'homme, Carbone Beni Wa Beya, a officiellement mis sur pied le mouvement social Patriotes en action pour l'émergence de la République (Pacte). Avec ce nouveau né, le militant pro-démocratie congolais entend mener une bataille qui vise la transformation structurelle et durable de la société, reposant sur l'ordre comme principe central.

Carbone Beni remonte sur le ring. Face à la profonde crise et multiforme, touchant les fondements politiques, économiques, sécuritaires et moraux du pays, l'activiste brandit sa recette : humanisme pragmatique, gouvernance basée sur des principes de rigueur, justice et austérité. Dans son grand oral lundi, le cofondateur du mouvement citoyen Filimbi a insisté sur la nécessité de bâtir une République forte, juste et prospère. Conscient des maux qui rongent l'État

congolais et handicape le fonctionnement des institutions, le Pacte prône la rationalisation de l'administration publique et le renforcement des institutions de contrôle telles que la Cour des comptes et l'Inspection générale des finances. L'organisation plaide pour que ces deux structures soient dotées de moyens conséquents dans l'objectif de renforcer la transparence et la redevabilité dans la gestion des fonds publics.

« La lutte contre la corruption doit aller de pair avec une redistribution équitable des richesses. Les dirigeants politiques et administratifs ne peuvent continuer à vivre au-dessus des moyens de l'État. C'est à cette exigence que répond notre vision. Aujourd'hui, la République démocratique du Congo figure encore parmi les pays les plus pauvres du monde, en grande partie à cause d'une corruption systémique et institutionnalisée. Or, il est impossible de parler de développement tant que la corruption demeure le moteur caché de notre gouvernance. Les avantages excessifs accordés à certains responsables doivent être alignés sur la réalité économique du pays », réprovoque Beni.

-RUPTURE AVEC DES ANTIVALEURS-



Les membres du mouvement des patriotes en action pour l'émergence de la République dont Carbone Beni lors du lancement du Pacte. #Photo Droits tiers

Pour restaurer la confiance entre les gouvernés et gouvernants, le Pacte propose une refonte du système. « Nos institutions doivent servir exclusivement le peuple. Le clientélisme, le népotisme, le tribalisme, le culte de la personnalité et le mépris de l'intelligence doivent disparaître. Chaque citoyen doit bénéficier de services publics efficaces, notamment en matière d'éducation, de santé et de justice. La redevabilité doit être une obligation sacrée pour

tous les gestionnaires de la chose publique », tranche le leader de Pacte.

Le mouvement des patriotes en action pour l'émergence de la République mise également sur la sensibilisation d'une jeunesse consciente. Pour y parvenir, l'organisation préconise un cadre tripartite, gouvernants, gouvernés et société civile, pour une gouvernance participative.

RICH NTUMBA

Le veto de la société civile togolaise au choix de Gnassingbé



Faure Gnassingbé, président du Togo et médiateur contesté dans la crise qui sévit dans l'est de la RDC. #Photo Droits tiers.

Un tollé à Lomé, au Togo, pour dire «stop» à la nomination du président Faure Gnassingbé comme médiateur désigné par l'Union africaine pour faciliter le retour de la paix dans l'est de la RDC. La société civile locale met son veto contre un chef d'État qu'elle qualifie de tyran et de dictateur, accusé de bafouer depuis deux décennies les droits constitutionnels de son pays.

Mardi 12 avril, l'Union africaine a adopté, par une procédure de silence, la désignation du président Gnassingbé pour jouer un rôle de médiateur dans le conflit armé opposant actuellement la RDC au Rwanda. Ce poste était jusqu'ici occupé par le chef de l'État angolais, João Lourenço, l'actuel président en exercice de

l'organisation continentale.

Dans un communiqué, 14 structures de la société civile ont exprimé leur indignation face à ce choix controversé. « Les organisations de la société civile togolaise expriment leur profonde indignation et leur désapprobation face à la proposition faite par le président en exercice de l'UA [...] de choisir le président Faure Gnassingbé comme médiateur dans la crise qui oppose la RDC au Rwanda », ont-elles fustigé.

-UN CHOIX QUI DIVISE À LOMÉ-

Le choix du président togolais divise à Lomé. Les défenseurs des droits humains trouvent inadmissible la préférence d'un leader politique qui, selon eux, gère si mal son propre pays. « Le président Faure Gnassingbé est un habitué des violations de la Constitution pour perpétuer un pouvoir dynastique. Le 6 mars, il a persisté dans sa volonté de conservation illégitime du pouvoir après deux décennies d'autocratie à la tête du Togo, en promulguant une Constitution illégale,

illégitime et sans consulter le peuple », dénoncent les 14 organisations de la société civile.

La gouvernance politique de M. Gnassingbé est entachée de nombreuses irrégularités : arrestations arbitraires, restriction de la liberté de la presse, interdiction formelle des libertés d'association et de réunion, ainsi que détournements de deniers publics. En 2024, les désordres qui ont suivi les fraudes électorales auraient causé la mort de plus de 1 000 citoyens togolais.

La désignation du président togolais intervient dans un contexte de résurgence des violences dans l'est de la RDC. Dimanche matin, de violents combats ont opposé les Forces armées de la RDC et les combattants Wazalendo aux rebelles de l'AFC-M23. Malgré toutes les preuves réunies par les experts de l'ONU, le pouvoir de Kigali continue à nier son implication dans la crise qui secoue les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

JONATHAN LUAMBUA

Fédéralisme, Epenge contredit Kamitatu

« Le fédéralisme n'est qu'un qualificatif sexy du mot balkanisation ! Même avec de la vaseline, Kamitatu, ça ne passera pas ».

Le débat sur le fédéralisme divise la classe politique. Auteur d'une récente tribune dans La Libre Afrique plaidant en faveur d'un système fédéral, Olivier Kamitatu se voit administrer une leçon d'histoire politico-administrative du Congo par Prince Epenge.

Sans détour, le porte-parole de Lamuka rejette catégoriquement ce qu'il qualifie d'un venin de division au moment où le pays a plus besoin de l'unité.

De la forme unitaire à la forme fédéraliste ? L'idée ne passe pas à Lamuka. A Ouragan, le président de l'Action pour la démocratie et le développement du Congo (ADD-Congo) détruit l'argumentaire d'Olivier Kamitatu de bout en bout. Pour lui, ce projet est une trahison politique, un poison distillé dans le corps d'un État qui peine déjà à se relever de ses multiples crises.

-UN SYSTÈME UNITAIRE MAL GÉRÉ, NON UN ÉTAT À REFONDER-

L'opposant remet en cause non pas la forme de l'État, mais l'éthique des dirigeants. À ses yeux, le problème n'est ni juridique ni structurel, mais moral. « C'est la médiocrité des dirigeants d'hier et d'aujourd'hui qui a appauvri le Congo, pas la forme unitaire de l'État ! », démontre-t-il. Selon lui, la Constitution actuelle garantit déjà une décentralisation poussée, il suffit seulement de l'appliquer avec rigueur.

Epenge va plus loin. Il redoute qu'un Congo fédéralisé devienne un patchwork d'entités conflictuelles, minées par des replis identitaires et des ambitions tribales. « Même dans un État fédéral, les tensions ne disparaîtront pas. Elles changeront simplement d'échelle : de la province au territoire, du village au clan ».

-COMBAT IDÉOLOGIQUE AUX RACINES HISTORIQUES-

Peu adapté à la nuance, le pro-Fayulu estime que ce débat n'est pas simplement politique, il

est existentiel. Il y voit une menace directe contre l'héritage de Lumumba, Mobutu et tous ceux qui ont défendu l'unité nationale. « Si le Congo devient fédéral, il ne se passera pas une semaine sans qu'une tentative de balkanisation n'éclate », prévient-il. Néanmoins, il s'étonne qu'un ancien opposant comme Kamitatu, défenseur autoproclamé de la Constitution, puisse oser un tel projet. Il invite les Congolais à se lever debout pour protéger l'intégrité territoriale du pays. « Personne n'a donné mandat à Kamitatu pour un tel projet. C'est une véritable infamie, un crachat sur les tombes de nos pères fondateurs », assène Epenge.

Le débat sur le fédéralisme est loin d'être clos. Prince Epenge craint que cette question divise davantage la classe politique congolaise dans les mois à venir, sur fond d'élections en perspective et de tensions persistantes dans l'est. Cependant, le ténor Lamuka assure mener un combat acharné contre cette initiative qu'il juge sombre et destructrice.

RICH NTUMBA



» MÊME DANS UN ÉTAT FÉDÉRAL, LES TENSIONS NE DISPARAÎTRONT PAS. ELLES CHANGERONT SIMPLEMENT D'ÉCHELLE : DE LA PROVINCE AU TERRITOIRE, DU VILLAGE AU CLAN —.



Prince Epenge rejette la thèse du fédéralisme défendue par Olivier Kamitatu. #Photo montage Ouragan

Fédéralisme : ni un tabou ni une trahison, rappelle Hervé Diakiese



Maître Hervé Diakiese, porte-parole d'Ensemble pour la République (ER). #Photo Droits tiers

Le débat sur le fédéralisme secoue le paysage politique congolais. Face à la tempête médiatique déclenchée par la proposition d'Olivier Kamitatu, bras droit de Moïse Katumbi, le porte-parole d'Ensemble pour la République, maître Hervé Diakiese, calme le jeu sur X. Pour lui, la question soulevée est légitime, et surtout, a-t-il clarifié, parfaitement conforme à la Constitution.

Aucun moment, il n'a été question de changer la loi fondamentale, précise l'avocat. Il rappelle que toute révision est interdite en période d'état de siège. Donc, utiliser ce contexte pour étouffer un débat d'idées serait, selon lui, un faux problème. L'opposant estime que réfléchir sur les modèles de gouvernance, y compris le fédéralisme, fait partie de la respiration normale d'une démocratie vivante.

Pour ceux qui agitent l'article 220 du texte mère comme un épouvantail, Diakiese répond point par point. D'abord, le juriste a signifié que cette disposition protège des piliers essentiels notamment; la forme républicaine

de l'État, le suffrage universel, les libertés fondamentales ou encore l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Or, ajoute le pro-Katumbi, le fédéralisme ne touche à aucun de ces piliers. Bien au contraire, renchérit-il, il les renforce. « Il s'agit d'un approfondissement de la décentralisation, pas d'une rupture », fixe-t-il avant d'appeler la classe politique à un débat apaisé, sans peur ni caricature.

-PLAIDOYER POUR UNE DÉMOCRATIE ADULTE-

Par ailleurs, Hervé Diakiese a rappelé que le parti Ensemble pour la République n'impose rien, mais propose seulement une réflexion sur l'efficacité de l'État, la proximité des citoyens avec les centres de décision et sur

la responsabilisation des provinces. A ses yeux, le fédéralisme ne mérite pas d'être diabolisé. Par contre, conclut-il, il mérite d'être débattu, sereinement, sans fantasmes juridiques.

MPUTU PATRICK

OURAGAN

Suivez toute l'actualité en continu sur notre site

www.ouragan.cd



Inondations, le ministre de la Santé interpellé sur le risque d'épidémie

Le ministre de la Santé publique, Roger Kamba devra s'expliquer sur les mesures urgentes mises en place pour éviter une flambée de maladies hydriques à Kinshasa, après les dernières inondations meurtrières. L'interpellation vient du député Ron Roger Bimwala, très inquiet de la situation sanitaire critique dans la capitale congolaise.

Dans sa question d'actualité, l'élu de la Tshangu demande : « Où sont les secours médicaux ? Où sont les équipes de riposte ? Que fait le gouvernement ? ». En plus, il a pointé l'urgence d'une intervention sanitaire rapide. Paludisme, typhoïde, dysenterie, leptospirose... la menace est réelle,

fait-il remarquer. L'eau stagnante et les déchets flottants font de certains quartiers de la mégapole de véritables foyers épidémiques, a-t-il ajouté.

La ville est assise sur une poudrière sanitaire. Après les dernières pluies diluviennes, les eaux boueuses et pestilentielles stagnent encore dans plusieurs quartiers. Des blessés abandonnés, des corps sans prise en charge, des familles entières piégées

par l'insalubrité... Le décor est toujours aussi apocalyptique.

Face à ce chaos, le député Bimwala n'est pas resté silencieux. Lors d'une descente à Masina, il a été témoin d'une situation qu'il qualifie lui-même de crise sanitaire d'une gravité alarmante. « J'ai vu des plaies béantes sans soins, des enfants pataugeant dans les eaux chargées de matières fécales. L'absence du personnel médical est tout simplement révoltante », a-t-il houspillé. Le représentant du peuple exige également un plan de résilience sanitaire. « Il faut une stratégie claire pour anticiper ce type de crise. Kinshasa ne peut plus être prise de court à chaque pluie », martèle-t-il.

-LE MINISTRE GUY LOANDO AUSSI INTERPELLÉ-

Dans la même veine, le député Émile Sumaïli a interpellé, lui aussi, un autre membre de l'exécutif national. Lundi 7 avril, il avait adressé une question d'actualité au ministre de l'Aménagement du territoire, Guy Loando, sur la gestion urbaine de Kinshasa.

L'élu du peuple a interrogé le

leader de la Tshuapa sur l'absence de mesures préventives, malgré les alertes de Mettelsat annonçant les fortes pluies. Il veut savoir surtout s'il existe un plan d'aménagement spécifique de la capitale et pourquoi les alertes météorologiques n'ont pas été suivies d'actions concrètes. Par ailleurs, Sumaïli a questionné enfin, sur ce que prévoit ce portefeuille, pour renforcer la résilience de la ville face aux catastrophes naturelles.

Kinshasa continue de pleurer ses morts. Les services dénombrent 43 décès, alors qu'au départ, les autorités avaient annoncé un bilan de 22 morts, revu ensuite à 33. Plus de 40 personnes sont actuellement hospitalisées et 2 956 sinistrés sont hébergés dans différents sites d'accueil à travers la ville.

Outre les pertes en vies humaines, plusieurs dégâts matériels ont également été enregistrés, notamment à la Regideso et à la Snel, deux entreprises publiques dont les installations ont été sérieusement endommagées. En réaction, des équipes ont été mobilisées par l'exécutif pour entamer les travaux de réparation, afin de garantir la continuité de l'approvisionnement en eau et en électricité.

MPUTU PATRICK

AVIS AU PUBLIC N° 01/DG/JUR/RKG/NGL/2025 RELATIF A LA VENTE DES IMMEUBLES DE LA SOCIETE NEPA-CONGO SARL

La Société NEPA-CONGO SARL informe le public qu'elle vend ses biens immobiliers situés dans la ville d'ILEBO, province du KASAÏ. Les biens mis en vente sont composés de :

- 3 concessions à usage agricole ;
- 8 parcelles constituées de bâtiments à usage commercial et/ou d'habitation.

Les personnes intéressées sont priées de contacter Messieurs Gauthier RUKOMEZA ou Joseph NGALAMULUME, au siège social de la Société, sis à Kinshasa, au croisement des avenues Bas-Congo et du Marché, n° 1087, dans la commune de la Gombe ou à leurs numéros de téléphones respectifs suivants : 0816530880 et 0998305646.

Les personnes ci-après peuvent également être contactées en provinces :

- A MBUJI-MAYI : CHANDRAMOHAN (0851979595)
- A KANANGA : ITELA MAYI Benoît (0824131124)
- A TSHIKAPA : Edmond KIBALA (0816582845)

Fait à Kinshasa, le 9 avril 2025
Le Gérant

Affaire 10 millions \$US de Perenco, Budimbu dans le dur

Les forces vives de la cité pétrolière de Muanda pressent le président de la République et à la Première ministre, de tirer les conséquences du détournement manifeste établi par l'IGF des fonds alloués par les pétroliers producteurs au territoire de Muanda. Dossier dans lequel l'ex-ministre des Hydrocarbures, actuellement, ministre des Sports, Didier Budimbu est abondamment cité.

Le Cadre de concertation des organisations de la société civile de Muanda a, plutôt, adressé, en date du 11 avril 2025, une correspondance sur la question à plusieurs autorités du pays dont Félix

Tshisekedi et Judith Suminwa, exigeant «la démission de tous les membres du Comité de gestion de fonds de Muanda (CGFM) et rappelant, au même moment, aux instances judiciaires de s'approprier de ce rapport pour mettre l'action publique en mouvement». Après l'examen minutieux du document de l'IGF sur les 10 millions \$US alloués par les pétroliers producteurs encadrés par Perenco à la population du territoire de Muanda, la mouvance de la société civile a sollicité également des services d'intelligence et d'immigration d'interdire la sortie hors du territoire national de tous les membres du CGFM ainsi que de tous les bénéficiaires nommément cités dans le rapport de l'IGF.

Les limiers de Jules Alingete Key ont établi à l'issue de leurs investigations qu'un montant de 7 057 519,82\$US avait été décaissé pour l'électrification de la cité de Muanda mais seuls 246 lampadaires ont été installés. Il faut savoir que le Muanda territoire est un chapelet de soixante-dix villages. L'électrification au gaz promise par Perenco n'a jamais dépassé le seuil de



Didier Budimbu, l'ancien ministre des Hydrocarbures sur la sellette dans le dossier «10 millions de dollars de Perenco». #Photo Droits tiers

voué de développement communautaire.

Par ailleurs, une somme de 94 763\$US a été décaissée pour les travaux de forage mais aucun ouvrage réalisé jusqu'à ce jour. Une autre somme de 45 000 \$US devrait servir à la fabrication de 500 bancs mais seulement 60 bancs ont été livrés. Donc si un banc aurait coûté 90 \$ US, uniquement 6 300\$ ont été utilisés à des fins communautaires sur 450 000 \$US! Il était également prévu un montant de 25 000\$US pour l'embellissement d'un parc dénommé Fatshi Béton à Muanda mais le rapport de l'IGF indique que rien n'a été fait! Le très controversé comité de gestion de fonds de Muanda mis en place avec la bénédiction de Didier Budimbu soutient avoir dépensé 1 185 894,62\$US pour l'achat des matériels agricoles et des pêches. Investigation faite par les incorruptibles de l'IGF, ces matériels sont inappropriés donc inutiles et la facture brandie par le CGFM exhale la senteur d'un gonflement puénil ! Pis, une certaine Michelle, non autrement identifiée sinon que présidente du Comité de gestion de fonds de Muanda, a utilisé 132 630\$US pour ses 7 missions de supervision qu'elle aurait effectué à Muanda. Pourtant, un billet d'avion Kinshasa-Muanda coûte 150 \$US et donc moins de 30\$US suffisent par voie routière pour atteindre la cité côtière et pétrolière.

Le CGFM, sur demande de l'alors ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu, a sorti, sans motif, 200 000 \$US, au profit des personnes aux responsabilités douteuses, entre les 6 et 25 septembre 2023. À ce jour, selon le Cadre de concertation de la société civile de Muanda, tous les projets présentés par le territoire ont été couverts par des financements, mais sur le terrain, après 10 millions \$US = avant 10 millions.

Muanda tient à ce que tous les bénéficiaires cités dans le rapport de l'IGF restituent l'argent de la communauté sans délai. «Nous ne voulons pas des saynètes de procès genre 100 jours ou forages», écrit cet activiste de la société civile. Pour mémoire, c'est à la faveur de l'avenant n°9 sur la convention pétrolière de 1969, signé le 17 décembre 2021, à Paris, entre Arthur Gueriot, pour le compte des pétroliers producteurs et les ministres Didier Bidimbu

et Nicolas Kazadi, pour l'État congolais, que la population de Muanda aurait dû bénéficier de 10 000 000 \$US auprès de pétroliers producteurs. Le montant avait été annoncé, urbi et orbi, par Bidimbu lui-même. Mais, sur papier, une grosse zone d'ombre a déjà été décelée : l'article 2.8 de l'avenant ne reprenait que deux cents mille dollars (200 000 \$US) pour mettre en œuvre des projets sociaux au profit des communautés locales dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la construction ou de la réparation des infrastructures tels qu'initiés par le Comité de concertation et de développement du territoire de Muanda, (COCODEM) et approuvés par le ministre en charge des Hydrocarbures.

Au Kongo central, le sentiment d'être un éternel berné monte dans l'opinion. La province ne tire point, en réalité, profit de son or noir. Les 40% des retenues à la source consacrées par la Constitution passent pour une farce publique. Les 250 000 \$US de chaque trimestre promis par le Premier ministre Augustin Matata se sont avérés promesse mirobolante. Les 10% concédés en 2021 par le gouvernement et rabattus à 4% des revenus de pétroliers producteurs n'ont été que pour du marketing politicien, du machiavélisme ! En 1997, le nouveau ministre du Pétrole, Victor Mpoyo avait obtenu de Perenco, une assistance sociale de 210 000 \$US l'an au profit du territoire de Muanda. Puis SOCO s'était engagé à verser 600 000 \$US. Toute somme faite, ce n'est que du menu fretin pour une cité au bord de l'Atlantique qui mériterait une vie de cocagne... comme la Guinée équatoriale. Hélas.

La province et son territoire de Muanda qui ont toujours plébiscité l'Udps aux dernières présidentielles, aurait dû vivre la matérialisation du slogan-programme, «le Peuple d'abord». Et en ce temps où un enfant Ne-Kongo, en l'occurrence Judith Suminwa, dirige l'action gouvernementale. L'affaire de 10 millions \$US devrait être tirée au clair sans délai, croit-on savoir à Muanda. «Et, renchérit cet enseignant : Didier Budimbu est vraiment poussé vers la sortie du gouvernement». Attendons voir.

POLD LEVI

Kabundi Walesa, un pasteur qui scandalise

Il y a, dans cette époque saturée de narcissisme numérique, des spectacles affligeants qui en disent long sur notre rapport malade à l'autorité, à la foi et à la dignité humaine. Le dernier en date nous vient du pasteur Kabundi Walesa, figure médiatique coutumière des coups d'éclat, qui s'est cru investi, le dimanche 13 avril, du droit d'excommunier publiquement un pasteur accusé d'avoir «engrossé» une prophétesse. La scène, filmée et massivement relayée sur les réseaux sociaux, relève moins du sacré que de la mise en scène. Elle est violente, crue, indécente.

Dans la bible, l'excommunication n'est pas interdite. «Ôtez le méchant du milieu de vous», écrit l'apôtre Paul en 1 Corinthiens 5:13, après avoir énuméré les vices justifiant une telle mesure. L'excommunication peut être un acte d'amour : elle permet à une personne de prendre conscience de la gravité de ses actes, tout en protégeant la pureté de l'Église. Mais avant d'en arriver là, il existe un processus pastoral à respecter. Le berger est celui qui guide les brebis, qui ramène celles qui s'égarèrent. Cela suppose un travail de concertation, d'écoute, de pédagogie, pour amener l'autre à comprendre les conséquences de son acte. Qu'un pasteur s'égaré, l'homme reste faillible. Mais l'acte d'excommunication doit être imprégné d'amour. La manière de le prononcer, de le présenter, est essentielle pour celui qui a la charge d'un troupeau. Peut-être qu'un simple communiqué aurait suffi, plutôt que

de jeter ainsi un homme en pâture au tribunal de l'opinion publique. Cette façon de faire interroge. Que restait-il de l'Église quand elle se transforme en plateau de télé-réalité ? Que restait-il du sacré quand la confession devient spectacle ? Cette brutalité théâtrale n'est pas justice ; elle est quête de buzz, recherche de notoriété. Et le pire, c'est que cela fonctionne. La foule regarde, commente, partage, sans jamais s'interroger sur la perversion d'un tel système. Il n'est pas certain que Dieu y retrouve les siens.

Ce n'est pas la première fois que Kabundi fait le tapage médiatique. C'est un habitué du buzz. La dernière en date remonte à 2024. Il avait prêté la prestigieuse chaire de son église à un féticheur, venu faire, en pleine assemblée, un «témoignage» détourné contre la tiktokeuse Maria Ntumba. Le marabout affirmait que la jeune femme l'avait consulté pour obtenir du succès. Dans une vidéo publiée sur ses réseaux sociaux, Maria Ntumba dénonçait une provocation, allant jusqu'à accuser le pasteur d'escroquerie.

MUGISHO BASHOMBA



Kabundi Walesa au cœur d'un tapage médiatique. #Photo Droit tiers

IDE, une note de distinction de Standard & Poor's à Kizito Pakapomba

Jamais le secteur minier n'était aussi attractif que sous la tutelle de Kizito Pakapomba Kapinga Mulume. Le pays a gagné en crédibilité grâce au management de cet ancien de Total. La RDC occupe, en effet, la 1ère place des juridictions minières africaines qui captent les investissements directs étrangers (IDE) dans le domaine d'exploration des gisements miniers selon le dernier rapport 2024 de Standard & Pooors.

Filiale de McGraw-Hill, Standard & Poor's (S&P) publie des recettes, des analyses financières sur des actions et des obligations. C'est une des trois principales sociétés de notation financière, avec Moody's et Fitch Ratings. S&P est connue sur le marché américain pour son indice boursier S&P 500, pour son pendant australien, le S&P 200, ainsi que pour l'équivalent canadien, le S&P TSX. L'agence de notation a, également, marqué l'histoire, le 5 août 2011, quand elle a abaissé la note attribuée à la dette publique à long terme des États-Unis de « AAA », la note maximale, au niveau immédiatement inférieur (« AA+ »), ce qui n'était pas arrivé à ce pays depuis 1917.



Le ministre des Mines, Kizito Pakapomba. #Photo Droits tiers

CE N'EST DONC PAS UNE AGENCE DE COMPLAISANCE.

En RDC, le secteur minier devrait, in globo, rapporter au bas mot 4 381 293 210 \$US soit 41,3 % des recettes courantes évaluées 10 618 226 377,66 \$US. Il sied de noter que l'impôt sur les revenus salariaux des expatriés, l'impôt exceptionnel sur les rémunérations versées aux expatriés ou encore l'acquisition des permis de recherche et/ou d'exploitation comptent parmi les grandes sources des revenus miniers de la RDC sans oublier la redevance minière. Le rapport de S&P atteste, en effet, la volonté de l'administration Tshisekedi à gérer le secteur minier selon les normes et standards internationaux... Tout le contraire du far-west auquel ce secteur a été soumis entre 1996 et 2018. Voilà un peu plus de dix mois que Kizito Pakapomba est à la tête de ce portefeuille, et les signaux d'une longue saison des vaches grasses sont perceptibles.

La République démocratique du Congo occupe la tête du top 10 des pays africains en matière de dépenses d'exploration minière en 2024. Le pays attire plus les investisseurs et capte le plus, les investissements directs étrangers (IDE), note Standard & Pooors. L'Afrique, poursuit l'agence de notation, est la première région de production d'or au monde et héberge 30 % des réserves mondiales de métaux critiques (cobalt, cuivre, lithium, etc.).

Alors que le prix de l'or est élevé et que ces métaux suscitent un intérêt croissant, les pays dotés de ces ressources tirent leur épingle du jeu en matière d'investissements. Les compagnies minières présentes en Afrique ont investi 1,3 milliard \$US dans l'exploration en 2024, selon un rapport de S&P Global Market Intelligence. Cette somme

représente une baisse de 1 % en glissement annuel, reflétant une tendance plus large de baisse des investissements mondiaux dans l'exploration minière, qui ont reculé de 3 % pour atteindre 12,5 milliards de dollars. C'est la République démocratique du Congo qui arrive en tête des dépenses d'exploration sur le continent, avec 130,7 millions \$ investis par les compagnies actives dans le secteur.

Le pays d'Afrique centrale bénéficie de l'intérêt mondial pour le cuivre qui a monopolisé 71,5 millions \$ (environ 55 %) des investissements. Le trio de tête africain est complété par la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud. La Côte d'Ivoire, qui est devenue, ces dernières années, un pôle d'investissement clé en Afrique de l'ouest pour les investissements dans le secteur aurifère, a capté 122,1 millions \$ en 2024. S&P n'a pas fourni la répartition des investissements pour l'exploration minière en fonction des minéraux. Le document révèle néanmoins des détails qui laissent transparaître une certaine domination de l'or et des minéraux critiques. Outre le cuivre en République démocratique du Congo et en Zambie, le lithium a capté 15 millions \$US sur les 106 millions \$ captés par le Ghana,

alors que le nickel en Tanzanie a mobilisé 30,3 millions \$US sur des dépenses d'exploration totales de 104,4 millions \$US. Les pays dont l'or est le premier produit d'exportation, dominant également dans ce classement. Outre la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Tanzanie, le Mali et le Sénégal ont capté, au total, 463 millions \$US pour l'exploration minière, dont 72 millions \$ pour le Mali et 58,5 millions \$ au Sénégal. Il n'est cependant pas possible de savoir quelle part de ces investissements est allée dans l'exploration aurifère.

L'Afrique est la première région de production d'or au monde et héberge également 30 % des réserves mondiales de minéraux critiques. Le continent ne capte pourtant que 10 % des investissements dans l'exploration minière. Si le rapport n'explique pas les raisons de cette situation, il faut souligner que plusieurs pays africains restent en bas des classements sur l'attractivité pour les investissements miniers.

En 2023, le sondage annuel du think tank canadien Fraser Institute classé quatre pays africains dans les 10 juridictions minières les moins attractives. La RDC devrait recevoir davantage des IDE dans le secteur minier à travers le troc «sécurité contre minerais stratégiques ou critiques» que Félix Tshisekedi négocie avec l'administration Trump. L'entreprise américaine Kobold ambitionne, en effet, de mettre les nouvelles technologies, en particulier l'intelligence

artificielle, au service de l'exploration des minerais stratégiques nécessaires à la transition énergétique dans la province du Tanganyika. En 2023, son PDG, Kurt House, affirmait que la RDC est probablement «le meilleur endroit au monde» pour les matériaux que recherche sa société. Jamais un sans deux. Fort probable, la firme américaine KoBold ferait des émules à Walt-Street. Depuis le 15 avril 2024, les États-Unis ont porté à cinquante (50) la liste des minerais qu'ils jugent critiques ou stratégiques. Il s'agit de : aluminium, antimoine, arsenic, barytine, béryllium, bismuth, cérium, césium, chrome, cobalt, dysprosium, erbium, europium, spath fluor, gadolinium, gallium, germanium, graphite, hafnium, holmium, indium, iridium, lanthane, lithium, lutétium, magnésium, manganèse, néodyme, nickel, niobium, palladium, platine, praséodyme, rhodium, rubidium, ruthénium, samarium, scandium, tantale, tellure, terbium, thulium, étain, titane, tungstène, vanadium, ytterbium, yttrium, zinc et zirconium.

Il n'est un secret qu'en RDC, chez Tshisekedi donc, les Américains peuvent trouver tous ces minerais en un seul endroit. Naturellement, le how-know de Kizito Pakapomba sera déterminant pour la success story de ce deal américano-congolais.

POLD LEVI MAWEJA

«Lumumba, le combattant de la liberté», une bande dessinée pour raviver la mémoire d'un héros

La mission diplomatique allemande à Kinshasa s'est transformée, le 10 avril 2025, en un véritable temple de mémoire et de reconnaissance du héros national congolais, lors du vernissage du livre «Lumumba, le combattant de la liberté». Cette bande dessinée de 102 pages, signée Bibiane Aningina Tshefu, retrace avec force et pédagogie le

sans compromis pour une indépendance véritable, lui ont valu admiration et trahison, jusqu'à sa fin tragique en janvier 1961.

-UN APPEL À HONORER UN HÉROS NATIONAL-

Dans son ouvrage Lumumba, le combattant de la liberté, Bibiane Aningina met en lumière la figure de Patrice Emery Lumumba, un héros dont l'héritage semble s'effacer avec le temps. Né en 1925 dans le Sankuru, Lumumba s'est distingué par son intelligence et son charisme, au point d'être surnommé Om'ote lena eheka, "la grande tête qui prédit l'avenir".

-UN HÉRITAGE À PRÉSERVER-

Aningina souligne le contraste frappant entre l'importance historique de Lumumba et la rareté de ses représentations dans l'espace public. À Kinshasa comme dans d'autres villes du pays, rares sont les hommages visibles : une école, un boulevard, un monument à la Place Échangeur de Limete. Rien qui ne soit à la hauteur de son combat mené. Elle plaide pour des hommages plus marquants, à l'image de ceux dédiés à Thomas Sankara au Burkina Faso ou à Kwame Nkrumah au Ghana.

-L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE NATIONALE-

Au-delà des symboles, l'auteure appelle à un ancrage de l'histoire nationale dans les programmes éducatifs. Elle insiste sur la nécessité pour les jeunes générations de s'approprier les figures comme Lumumba, afin de renforcer le



Bibiane Aningina Tshefu a officiellement présenté son livre lors de la cérémonie de baptême organisée à l'ambassade d'Allemagne. #Photo Ouragan

sentiment d'appartenance et de responsabilité face aux enjeux du présent. Une jeunesse qui connaît son passé est mieux armée pour forger l'avenir.

-SOUTIEN DIPLOMATIQUE ET RECONNAISSANCE INTERNATIONALE-

L'initiative reçoit l'appui de plusieurs diplomates européens, dont Nicolas Berlanga Martinez, ambassadeur de la Délégation de l'Union européenne en RDC. Le diplomate a salué «un droit de mémoire», tout en reconnaissant que certains passages de la bande dessinée peuvent ouvrir le débat – une preuve, selon lui, de sa force.

-À PROPOS DE L'AUTEURE-

Bibiane Aningina est une militante congolaise engagée pour les droits humains, la liberté et la paix. Détentrice d'un master en Sciences sociales et développement communautaire, elle a consacré plus de vingt ans au développement social en Afrique, aux États-Unis et en Belgique. Ancienne conseillère auprès du ministre de la Condition féminine en RDC, elle est membre de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL) et de l'Association des femmes partenaires pour la paix en Afrique. Son engagement se traduit par des actions concrètes en faveur des femmes congolaises touchées par les conflits depuis 1999.

REBECCA BEKOMBE

Cette bande dessinée retrace le destin exceptionnel d'un jeune garçon né le 2 juillet 1925 dans le Sankuru, Isaïe Tasombo Tawosa, devenu plus tard Patrice Emery Lumumba. Très tôt révolté par les injustices de la colonisation, Lumumba incarne l'espoir, la résistance et la quête de dignité d'un peuple opprimé. Sa parole, sa plume, son charisme et son engagement

[Portrait] Sila Bisalu, la comédienne aux 29 couronnes



Sila Bisalu incarne la force tranquille. #Photo Droits tiers

Sila Bisalu est plus qu'une actrice : elle est une légende vivante du théâtre congolais.

À Kinshasa, où elle réside, son nom résonne comme un écho de persévérance et d'excellence. Avec 27 ans de carrière et 29 prix à son actif dont le prestigieux Zikomo Award 2023 de la meilleure actrice africaine, elle est aujourd'hui la comédienne la plus primée de la République démocratique du Congo.

Et pourtant, rien ne la prédestinait à fouler les planches. Adolescente, elle rêvait de devenir journaliste. Mais ses excès de turbulence lui valurent une exclusion scolaire. Son père, pour la «corriger», la mit en retrait pendant un an, puis l'inscrivit à l'Institut national des arts. Ce qui devait être une punition devint une révélation. Là, elle découvrit le théâtre, affirma son jeu sous la direction de Faustin Elombe Sukari, et transforma un accident de parcours en vocation profonde. Issue d'un milieu aisé où le théâtre était mal vu, Sila affronta les sarcasmes des siens. "Elle aurait pu faire mieux", murmurait-on dans son dos. Mais elle, tenace, répondait par la foi : "Grâce à ma foi en Dieu et en ce que je fais, je ne baisse pas les bras. «Cette foi, doublée d'un amour inébranlable pour la scène, l'a conduite à briller dans les plus grandes cérémonies : Mongita Award 2023, Volta Awards au Ghana, Trophée Kanga Liputa 2024, prix de la Femme qui inspire ...

Inoubliable dans toutes ses prestations scéniques, elle a marqué les esprits dans plusieurs films parmi lesquels : Fioti fioti contre cœur de grand Docteur, Hypocrisie forcée, Infiltrer Domination Révélation Tour de Babel, Habacuc Demi-paire Réalité Brouillamini, Destins Croisés, Domestique na nga Meta la folle. Son tout premier film fut Papa chef, dans le groupe Simba, avec lequel elle tournera également de nombreux autres films.

Aujourd'hui, suivie par plus de 160 000 abonnés sur sa chaîne YouTube où elle diffuse ses scènes de théâtre, Sila Bisalu incarne la force tranquille d'une femme qui a su redonner ses lettres de noblesse à la comédie en RDC.

Couronnée à plusieurs reprises par les Prix Ebale Mondiale, Muana Mboka ou Nzozing Award (où elle rafla 7 trophées en une seule soirée !), l'artiste est la preuve que le talent, lorsqu'il s'allie à la foi, traverse les barrières sociales, culturelles et même familiales. Bisalu n'a pas simplement gagné des prix. Elle a gagné surtout sa place dans l'histoire.

MUGISHO BASHOMBA

Danse : «Me. Ya. Bé» revient pour une 14e édition étincelante

Kinshasa deviendra, du 22 au 29 avril 2025, la capitale de la danse contemporaine avec le retour très attendu du festival international «Me. Ya. Bé». Pour sa quatorzième édition, cet événement majeur, initié en 2011 par la compagnie de Jacques Bana Yanga, promet une semaine de célébration artistique entre modernité et tradition, sur fond de mélanges chorégraphiques.

Le festival s'ouvrira le 22 avril à 15h à l'espace Ntongo Elamu, dans la commune de Bandalungwa, avec un point de presse, avant de laisser place à la cérémonie officielle prévue à 18h30, dans une ambiance festive où se mêleront performance, échange et effervescence créative. Tout au long de la semaine, ateliers, masterclasses et spectacles vont rythmer les journées des passionnés de danse.

Cette édition s'annonce particulièrement riche, réunissant des artistes venus de l'Italie, la France, de l'Espagne,

de la Norvège, de l'Allemagne, et bien sûr, de la RDC. Les chorégraphes congolais, véritables piliers du festival, y offriront une signature unique, entre gestes ancestraux et expérimentations contemporaines.

Lieu d'ébullition artistique, le festival investira également l'Institut français de Kinshasa, où des masterclasses animées par des professionnels de renom viendront renforcer les compétences de danseurs locaux. Une manière de faire dialoguer les pratiques et de stimuler la scène chorégraphique congolaise.

À l'approche de la Journée internationale de la danse, célébrée chaque 29 avril, «Me. Ya. Bé» s'impose comme un espace d'expression, de transmission et de rencontres où la danse devient un langage universel, vibrant et engagé.

REBECCA BEKOMBE

Plays-offs : la bataille finale pour les 12 prétendants au trône

La 30e édition du championnat d'élite de la Ligue nationale de football (Linafoot) entre dans sa phase décisive. Après plusieurs mois d'affrontements intenses sur les pelouses de différents stades de la République démocratique du Congo lors du tour classique, douze équipes ont décroché leurs billets pour les play-offs d'Illicocash Ligue 1.

L'enjeu de cette phase finale est double à savoir décrocher le titre suprême du football congolais et obtenir une place tant convoitée en compétitions interclubs de la CAF. À l'horizon se dessinent des confrontations de haute intensité, opposant les mastodontes du championnat à des outsiders déterminés, dans une ultime ligne droite qui s'annonce aussi spectaculaire qu'imprévisible.

-LES DOUZE FINALISTES DE L'ÉLITE-

Parmi les qualifiés, les poids lourds du football congolais sont bien au rendez-vous. Le TP Mazembe portera l'étendard de Lubumbashi, tout comme le Fc Saint Eloi Lupopo et le Cs Don Bosco. L'As V.Club représentera Kinshasa avec ambition, accompagnée de l'As Maniema union et du Daring club motema pembe, rescapé héroïque d'un groupe B plein de rebondissements.

On retrouve également l'As Simba, le Fc Tanganyika, l'AF Angés Verts, l'Ac Rangers, le Sa Majesté Sanga Balende et le prometteur Fc Les Aigles du Congo, qui espèrent créer la surprise. Ces clubs outsiders entendent bousculer la hiérarchie établie et s'offrir une place au panthéon du football congolais.

-LE RETOUR DES IMMACULÉS-

L'histoire retiendra la détermination du DCMP. Au bord du gouffre, les Immaculés ont fait preuve d'un mental d'acier en allant s'imposer sur la pelouse de l'As Maniema Union (1-2), leader du Groupe B. Ce coup d'éclat, dans un contexte de pression extrême, a permis aux Vert et blanc de s'offrir in extremis une place en phase finale. Une performance saluée par les supporters, qui rêvent désormais d'un retour au sommet.

-CÉLESTE TOMBE DU CIEL, LES ANGES VERTS S'ENVOLENT-

Pendant que le DCMP jubilait, le Fc Céleste voyait son rêve s'éteindre. Un nul inattendu (1-1) face à l'Oc Renaissance, pourtant déjà éliminé, a brisé ses espoirs de qualification. Une fin amère pour les Chérubins de Mbandaka qui semblaient bien partis pour franchir le cap.

À l'inverse, l'As Angés Verts a su garder la tête froide. Au stade Tata Raphaël, Tony Talasi et ses coéquipiers, ont maîtrisé leur destin avec une victoire nette face à New Jak. Cette performance leur ouvre pour la première fois les portes des play-offs. Une ascension qui fait du club l'un des outsiders les plus attendus.

-DES AFFICHES DE FEU À L'HORIZON-

La phase finale promet des duels incandescents à l'instar du derby lushois entre Mazembe et Lupopo, le derby kinois entre V.Club et DCMP, ou encore le classico entre Mazembe et V.Club ainsi que les chocs explosifs avec des ambitieux comme Maniema union, Sanga Balende ou les Aigles du Congo. Les «Corbeaux», «Dauphins Noirs», «Kalembelembe boys», «Cheminots», «Immaculés» et autres «Samourais» s'apprentent à en découdre dans des rencontres aux enjeux multiples à savoir suprématie régionale, prestige national, rêve continental.

DAN KALALA KALAMBAY

CAN U20 : les Léopards héritent d'un groupe relevé avec le Sénégal, le Ghana et la RCA

Le tirage au sort de la 24e édition de la Coupe d'Afrique des nations de moins de 20 ans a eu lieu dimanche 13 avril 2025. Placée dans le groupe C, la République démocratique du Congo devra croiser le fer avec des adversaires de taille : le Sénégal, le Ghana et la République Centrafricaine.

Initialement prévue en Côte d'Ivoire, cette édition 2025 de la CAN U20 se tiendra finalement en Égypte, du 27 avril au 18 mai, à la suite du désistement du pays hôte. Ce changement de dernière minute a contraint la CAF à procéder à un nouveau tirage, réorganisant ainsi la composition des groupes.

Les Léopards U20, qui font leur retour dans cette compétition avec de grandes ambitions, se retrouvent dans un groupe particulièrement compétitif. Le Sénégal, champion en titre et référence continentale dans les catégories jeunes, fait figure de favori. Le Ghana, quadruple vainqueur de la compétition, est un habitué de grands rendez-vous. Quant à la RCA, outsider en quête de reconnaissance, elle pourrait bien jouer les trouble-fêtes.

-UN DÉFI RELEVÉ POUR LES LÉOPARDEAUX-

Pour les Léopardeaux, ce tirage représente un défi de taille, mais également une opportunité de s'affirmer sur la scène continentale. Forts d'une préparation intensive et d'un groupe prometteur, les jeunes fauves congolais pensent créer la surprise et de franchir le cap de la phase de groupes, objectif non atteint lors de leur dernière participation en 2013 en Algérie.

-UN FORMAT REMODELÉ POUR UNE ÉDITION INÉDITE-

La CAN U20 2025 réunira treize nations, réparties en trois groupes. Un format atypique qui s'explique par la réorganisation précipitée liée au changement de pays hôte. La CAF n'a pas encore communiqué les modalités exactes de qualification pour la phase à élimination directe, mais l'on s'attend à ce que les deux premiers de chaque groupe, accompagnés de deux meilleurs troisièmes, accèdent aux quarts de finale.

Avec une compétition resserrée et une densité de talents toujours plus marquée dans les catégories jeunes, cette édition en Égypte s'annonce palpitante. Pour la RDC, le rendez-vous est pris. Il faudra frapper fort dès la phase de groupes pour espérer aller loin.

DAN KALALA KALAMBAY

Butembo : la boxe amateur, symbole de l'unité et de la résilience

Dans un contexte sécuritaire toujours fragile dans l'est de la République démocratique du Congo, la boxe s'érige en symbole de résistance, de passion et d'unité. La ville de Butembo accueillera le 4 mai prochain un gala de boxe amateur inédit, réunissant les villes sœurs de Beni et Butembo, autour d'un événement sportif aussi ambitieux qu'engagé.

Le rendez-vous est fixé sur le terrain de l'école primaire Vutetse, transformé pour l'occasion en véritable arène sportive. Ce gala, le deuxième du genre après une première édition organisée en juin 2024 à Beni, marque un retour en force du noble art dans la région. Huit combats seront disputés, opposant les jeunes espoirs du Boxing club aigles noirs de Butembo aux pugilistes chevronnés du Congo boxing

club de Beni, entraînés par l'incontournable Papy Kibandja, légende vivante de la boxe locale.

-QUAND LE SPORT TRANSCENDE LES CLIVAGES-

Dans une province du Nord-Kivu morcelée entre zones contrôlées par les rebelles du M23 et territoires administrés par l'État congolais, l'organisation d'un tel événement relève presque du défi. À Goma, chef-lieu de la province, organiser un gala de boxe reste périlleux. Pourtant, les athlètes ne baissent pas les bras. À l'image de Gaël Assumani, membre de Nyama boxing promotion, qui a récemment hissé haut les couleurs de la RDC lors d'un tournoi international en Tanzanie. Son coéquipier, Augustin Mugunge prépare, quant à lui, une nouvelle échéance prévue le 20 avril à Kampala, en Ouganda. Ces parcours illustrent

la détermination farouche des boxeurs de la partie orientale du Congo-Kinshasa à faire vivre leur passion, malgré les entraves et l'instabilité.

-UN SOUFFLE D'ESPOIR POUR LA JEUNESSE-

Au-delà du sport, le gala du 4 mai passe pour un puissant message d'espoir. Dans une région souvent marquée par les divisions et la peur, la boxe devient un langage commun, un moyen de rassembler au lieu d'opposer. Les organisateurs espèrent que cette initiative inspirera d'autres disciplines à suivre le même chemin. En misant sur les talents locaux, les clubs de Beni et Butembo démontrent que le sport peut être un rempart contre la désespérance, une école de discipline, et surtout, un levier de paix.

À Butembo, le ring sera bien plus qu'un terrain d'affrontement. Il sera le théâtre d'une fraternité retrouvée entre deux villes unies par la passion de cette discipline.

DAN KALALA KALAMBAY

35 ans
A soutenir l'Industrie Congolaise

www.fpi-rdc.cd
@fpirdc
Fonds de Promotion de l'Industrie

04 Avenue Lokele,
Tél : |+243|8169905362
Kinshasa-Gombe

Votre partenaire privilégié pour la réussite de vos projets